



Pour y dénicher quelques pépites de plus, les orpailleurs clandestins n'hésitent pas à détruire la flore et la faune aquatique de la rivière Grand Abounami, en Guyane, asphyxiée par la boue, les hydrocarbures et le mercure utilisé pour amalgamer l'or.



Texte Pierre SORGUE
Photos Tanguy STOECKLÉ

TRÉSOR CONTRE TRÉSOR EN GUYANE.

Au cœur du parc amazonien de Guyane, les scientifiques explorateurs de la biodiversité côtoient les chercheurs d'or clandestins venus du Brésil et du Suriname pour faire fortune. Alors que la réforme du code minier qui prévoit de réprimer plus fortement l'orpaillage illégal est au menu de la loi climat, sur le terrain, deux définitions de la richesse s'opposent frontalement.



ON DIRAIT UN CHERCHEUR D'OR DÉCOUVRANT UNE PÉPITE. Sébastien Sant scrute le fouillis végétal de la forêt équatoriale et se jette sur une liane qu'un œil ignorant considère parfaitement ordinaire. Mais non. Le botaniste du parc amazonien de Guyane s'accroupit, en caresse la fleur. « *Aristolochia wankeana*, souffle l'homme aux gestes délicats, *décrite il y a quelques mois comme une nouvelle espèce propre à cette partie de l'Amazonie...* » Le grand échalas reprend son exploration : ici, une orchidée encore en bouton, là un hibiscus peut-être d'un type nouveau, qu'il expertisera de retour à Cayenne. Il fait une chaleur de hammam en ce début de mois de mars, la pluie détrempe le sol boueux, mais le naturaliste herborise avec plaisir. Onze jours qu'il patauge au cœur de la forêt inextricable en compagnie de son collègue Clément Lermyte, qu'il partage un bivouac de bâches tendues sur des hamacs avec neuf autres scientifiques, ornithologues et spécialistes des reptiles ou des amphibiens.

EN contrebas, les eaux du Grand Abounami franchissent les rapides qui donnent à l'endroit son nom de Gros Saut. Entre deux averses puissantes, on entend les cris rauques d'un singe hurler ou le sifflement de l'oiseau sentinelle. « *On a de la chance avec la météo* », se réjouit Timothée Le Pape, torse nu et en tongs, pendant qu'il caresse un jeune boa arc-enciel. Avec son chignon et son look de hipster, le trentenaire est un des quatre spécialistes qui, en fin de journée, iront sous la pluie pister grenouilles et serpents à la lueur des lampes frontales. La nuit, les yeux rouges des caïmans guettent sur l'autre rive. À l'aube, les cigales réveillent dans un bruit strident de disqureuse qui découpe du métal. En novembre 2020, des ichtyologues étaient venus recenser les poissons et un carcinologue les crevettes. D'autres avaient tenté de repérer tapirs, singes, pécaris ou même jaguars pour établir des « indices kilométriques d'abondance ». Fin mars, une troisième escouade s'est penchée sur les fourmis et les champignons. Tous déposés par hélicoptère depuis Papaïchton, le village à deux jours de pirogue et sept de marche, hors de tout sentier. C'est pour son isolement que le site a été choisi par la direction du parc national, le deuxième plus vaste au monde. « *Il couvre 40 % de la Guyane et nous n'en connaissons qu'une partie*, explique Hélène Delvaux, responsable scientifique du parc. *Ce secteur, qui n'avait bénéficié d'aucun inventaire de la biodiversité, est suffisamment isolé pour l'imaginer préservé.* » Mais « *l'un des coins les moins prospectés de Guyane* » ne l'est pas tout à fait. D'autres visiteurs ont laissé des traces, plus récentes que les marques rondes des Amérindiens dans les rochers du torrent, creusées il y a des siècles pour y tailler la pierre des outils. Une conserve de soupe chinoise rouille au pied

d'un arbre coupé à la tronçonneuse, à l'endroit où les ornithologues dressent leurs filets. Sur l'îlot où les botanistes pensaient avoir déniché un *Macrobium bifolium*, un arbuste peut-être jamais répertorié, un moteur et des tuyaux gisent dans les herbes, des fûts s'entassent sous les branches. Des piroguiers ont débarqué dans cette zone du parc interdite à toute activité humaine pour aller ravitailler des chercheurs d'or clandestins.

Quelques minutes d'hélicoptère au-dessus d'un océan d'arbres aux airs de brocolis géants permettent de voir des plaies orange qui saignent sur le vert de la canopée, là où les orpailleurs ont fait une coupe rase, retourné la terre et dévié les ruisseaux. Du ciel, on aperçoit des hommes cramponnés aux lances à haute pression qui dénudent la roche. Sur un autre chantier, des bâches abritent les entrées de galeries creusées vers un filon et la machine qui concasse le quartz. Entre 8 500 et 10 000 chercheurs d'or venus du Brésil voisin, les *garimpeiros*, fouillent illégalement les rivières et le sol. En janvier, les équipes du parc ont compté 148 sites illicites, dont plusieurs sur les affluents du Grand Abounami, en amont de Gros Saut. Voilà pourquoi l'eau troublée empêche Frédéric Melki, qui explore les rivières locales depuis trente ans, de photographier les poissons ; pourquoi Hélène Delvaux parle d'une « *course contre la montre* » ; pourquoi Pascal Vardon, directeur du parc, n'en finit pas de sonner l'alarme : « *Quelque 3 200 hectares ont été déboisés par l'orpaillage illégal entre la création du parc, en 2007, et l'année 2019, soit 250 hectares par an en moyenne. Ces surfaces sont irrémédiablement atteintes.* » Voilà pourquoi des députés de Guyane ont demandé la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la lutte contre l'orpaillage illégal. Présidée par le député guyanais Lénaïck Adam (La République en marche), elle devrait remettre ses conclusions cet été.

Au cœur de la forêt amazonienne, scientifiques et orpailleurs clandestins poursuivent des quêtes inconciliables, deux visions opposées de la valeur d'une terre. Les premiers aussi parlent de rareté et de richesse, mais celles d'une biodiversité à préserver. « *Les écosystèmes y sont tellement divers qu'y trouver de nouveaux taxons [groupes biologiques] n'est pas rare* », explique Frédéric Melki. Si les eaux de Gros Saut sont déjà opaques à cause de l'orpaillage, 80 espèces de poissons ont tout de même été recensées, « *dont deux certainement nouvelles pour la science* ». Deux crevettes ont été envoyées au CNRS de Toulouse pour des analyses génétiques. « *L'une d'elles a d'habitude besoin d'eau salée pour se reproduire, or nous sommes loin de la mer. On se demande si ce n'est pas une spéciation [formation d'une nouvelle espèce] en cours* », explique Johan Chevalier.

De son côté, Maël Dewynter est de ceux qui ont identifié 64 espèces d'amphibiens dans ce coin de forêt, dont la minuscule rainette lactée, une grenouille habituée au littoral, qu'il s'étonne de découvrir ici et qui donnera son corps

à la science, plus précisément son ADN à la biogéographie : « *C'est important, car certaines espèces amazoniennes que l'on croyait identiques de la Guyane au Pérou ne le sont pas. La conservation de cette biodiversité ne peut donc se limiter à un "cœur protégé" et à une forêt toujours plus détruite autour.* » À l'heure où les scientifiques préviennent que l'Amazonie déforestée par l'homme est le réservoir des virus de demain, il résume la colère de ses collègues : « *Ce que l'on sait du réchauffement climatique ou du rôle des zoonoses dans les nouvelles pandémies devrait faire de la nature la vraie valeur refuge. Mais on continue à aduler l'or, qui n'a d'autre utilité que spéculative.* »

Arrivés il y a une trentaine d'années en traversant l'Oyapock, le fleuve qui fait frontière entre le Brésil et la Guyane, les *garimpeiros* se sont déplacés vers un autre cours d'eau, le Maroni, qui sépare la France du Suriname. Autour de Papaïchton, 51 sites ont été repérés, contre 18 trois ans plus tôt. À une heure de marche du village, au-delà des abattis (les parcelles défrichées pour les cultures), Arnaud Jahn-Oyac, l'un des quinze gardes du parc chargés de la lutte contre l'orpaillage clandestin, montre un fleuve couleur de rouille. Il est asphyxié par la boue, les hydrocarbures et le mercure, ce métal liquide utilisé pour amalgamer l'or et interdit car très polluant. Entre les arbres morts, un vaste cratère a été creusé, des morceaux de moquette grise qui retenaient l'or sur les tables de levée et des débris mécaniques jonchent le sol. Des gendarmes et des militaires ont détruit le matériel. Plus loin, à une demi-heure de marche, ils sont intervenus sur un autre chantier de puits et de galeries tirés au cordeau. À quelques centaines de mètres, un bruit de moteur indique que les clandestins sont revenus. Arnaud Jahn-Oyac note les coordonnées GPS pour les transmettre à Cayenne. Le jeune homme, qui porte tatouages et bracelets, est armé, mais il évite la dramatisation : « *En deux ans et demi, je n'ai jamais eu besoin de sortir mon arme. Les orpailleurs savent qu'ils n'ont pas le droit d'être là et que nous faisons notre boulot. On peut discuter, quand ils ne partent pas en courant.* »

Ils s'arrêtent parfois à Papaïchton pour manger, boire ou profiter de la compagnie tarifée de jeunes femmes latino-américaines dans des cantines où résonnent cumbia et bachata. Avec ses maisons en bois posées à la fin de l'unique piste le reliant à Maripasoula, le village de 6 000 habitants est un bout du monde qui vivote sous le regard débonnaire de quatre gendarmes. Il a été fondé par les Aluku, des esclaves qui se sont enfuis au XVIII^e siècle des plantations hollandaises (dans ce qui est aujourd'hui le Suriname) et se sont installés sur la rive française du Maroni. Au XIX^e siècle, ils monnaient leur connaissance des rivières et leurs pirogues auprès des premiers orpailleurs créoles. Aujourd'hui encore, ceux qui traficotent avec les clandestins sont connus : l'homme qui les héberge, eux et les quads dont ils se servent pour ravitailler les sites ou évacuer l'or ; l'Européenne et son mari brésilien ○○○

«CE QUE L'ON SAIT DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE OU DU RÔLE DES ZONOSSES DANS LES NOUVELLES PANDÉMIES DEVRAIT FAIRE DE LA NATURE LA VRAIE VALEUR REFUGE. MAIS ON CONTINUE À ADULER L'OR, QUI N'A D'AUTRE UTILITÉ QUE SPÉCULATIVE.»

MAËL DEWYNTER, CHERCHEUR INDÉPENDANT

Sur les rives du fleuve Maroni, les naturalistes comme Quentin Uriot (ci-dessus, à gauche, observant l'aile d'une chauve-souris avec son père, Sylvain, l'un des meilleurs connaisseurs de la région) contribuent à inventorier les espèces peuplant la zone inexplorée de Gros Saut, sur la rivière Grand Abounami. Une quête inconciliable avec celle des *garimpeiros*. Premières victimes de cet orpaillage illégal, les communautés locales (ici dans les rues de Papaïchton).

○○ qui aimeraient soudoyer les agents du parc pour en faire des « sonnettes » (informateurs) ; ou ce « kapiten », l'un des quatre chefs coutumiers, qui couvre les *garimpeiros*. Mais la plupart des habitants parlent de cette ruée vers l'or comme d'un fléau. Les récoltes sont volées, le gibier se raréfie, la pollution s'accroît. Sans compter l'insécurité due aux bandes armées brésiliennes venues rançonner les orpailleurs. Assis sous un grand manguiier au bord du fleuve, Djaba Aliké le pêcheur sait qu'hydrocarbures et mercure empoisonnent le poisson. Avec des barges, les chercheurs d'or du Suriname raclent le fond du Maroni et détruisent la berge. « *Il faut aller loin pour trouver des eaux claires et dépenser toujours plus d'essence* », déplore le pêcheur. « *Les forêts et les rivières nourrissaient les habitants, maintenant nous sommes obligés d'acheter de la viande surgelée* », regrette Pinson Dondaine, un quadragénaire au visage rond. Après avoir obtenu un diplôme de pilote d'avion en métropole, il est revenu au pays et s'active pour sa communauté. En attendant une éventuelle embauche à Air Guyane, il est médiateur d'un programme du parc financé par l'Union européenne qui vise à préserver le savoir local en matière de ressources naturelles. « *Nous n'avons pas attendu que l'on nous dise que l'Amazonie est le poumon du monde* », glisse-t-il en souriant. Conseiller municipal, il a aussi créé une association autour du fleuve et de son mode de vie pour sauver « *une culture en perdition* ». Certains jeunes rêvent d'argent gagné à ravitailler les chercheurs d'or ou à faire la « mule » pour transporter vers l'Europe la cocaïne venue du Suriname. « *Ils s'éloignent des valeurs et de la fierté de notre peuple* », soupire Pinson Dondaine.

CAR la nature est bien plus qu'un garde-manger. Son père, Bertrand, 80 ans, l'un des derniers sages aluku, connaît tout des esprits de la rivière et de la forêt, des plantes de la pharmacopée, des lieux sacrés et des rites dans les bois. « *Les orpailleurs détruisent les endroits où nous allions, c'est comme si l'on creusait sous une église* », souffle le vieillard assis devant sa maison de parpaing et de tôle. Il peste contre la « *cupidité* » de ceux qui provoquent le « *mécontentement des ancêtres* ». Le lendemain, Demoï Djani, l'un des capitaines du village, parle lui aussi de malédiction : « *L'or n'apporte que du mal… La pauvreté ne justifie pas de détruire l'environnement.* » Mais à une heure de pirogue de Papaïchton, de l'autre côté du fleuve, les chercheurs d'or ont d'autres priorités que l'écologie, d'autres urgences que celles qu'exige le « monde d'après ». Au Suriname, juste en face de Maripasoula et d'un camp de l'armée française, le « village » d'Antonio do Brinco, aux airs de bidonville, est une base de repli pour les clandestins. Dans des entrepôts sur pilotis, des Chinois vendent tout ce dont les orpailleurs ont besoin, de l'épicerie au mercure. Bars aux terrasses grossières, hôtels borgnes, échoppes de vêtements s'entassent au-dessus d'allées qui tiennent davantage du caniveau. Tout se paie en euros ou en or dans le bruit des générateurs et des sonos. À part les commerçants chinois et les prostituées dominicaines ou vénézuéliennes, la plupart des habitants viennent du Maranhão, l'État le plus pauvre du Brésil, à 1300 kilomètres de là. Le manœuvre qui creuse la terre sur les chantiers français, la dame qui, à 61 ans, travaille en forêt comme cuisinière pour une dizaine d'ouvriers, la colporteuse qui vend épicerie et vêtements sur les sites illégaux où trime son compagnon, tous racontent le manque de ressources, de qualification et l'exil vers cet eldorado qui ne tient pas ses promesses.

Pourtant, le travail clandestin rapporte de cinq à dix fois plus que les 170 euros mensuels du salaire minimum brésilien. Visage taillé au couteau sous des cheveux peroxydés, corps sec, un Brésilien trentenaire (qui préfère rester anonyme) tient depuis six ans la lance haute pression sur les chantiers clandestins, côté français. Il n'est rentré au Brésil que quelques mois en 2019, le temps d'acheter une maison. Deux de ses trois enfants sont restés chez les grands-parents, le dernier, 4 ans, l'accompagne avec sa mère : « *Ils logent sur l'abattis d'un ami. Ici, c'est trop sale et il y a trop de drogue.* » Enchaînant les cigarettes, il décrit les dix heures de labeur par jour, parfois deux mois durant sans sortir de la forêt, la crainte des blessures ou des morsures, la colère quand les gendarmes français cassent le matériel. Il dit gagner environ 10 000 euros par an et espère acheter une ferme au Brésil. Il sait que « *ce n'est pas correct de détruire la forêt, de polluer avec le mercure et l'acide des batteries* », mais l'absolution lui est donnée par le

pasteur évangéliste dans l'église aux fauteuils rouges. « *La nature est un don de Dieu, mais au Brésil il y a trop de pauvres. Travailler est un commandement du Seigneur. Et, quand l'orpailleur a gagné, il paie son tribut à Dieu* », assure le prédicateur, qui fut lui-même *garimpeiro*.

À peine plus au sud sur le fleuve, un chercheur d'or propriétaire de ses machines nous annonce un revenu net de 35 000 euros depuis un an. Dans un atelier mécanique, un homme renforce le châssis du quad qu'il conduira de nuit sur les pistes défoncées, avec plus de 200 kilos de charge. Lui rêve de Dubaï et assure envoyer 1000 euros par mois à son épouse et à sa fille de 12 ans restées au pays. Non loin des baraques, des décharges sauvages transforment le Maroni en égout.

Dès l'aube, des femmes et leurs enfants traversent le fleuve pour la France et la ville de Maripasoula, au cœur de la forêt amazonienne, vers le dispensaire où consulte le docteur Rémy Pignoux. Près de 20 % de ses patients viennent du Suriname pour bénéficier d'une médecine gratuite. « *Infarctus, traumatismes, ils se présentent quand ils sont à bout*, constate le médecin au regard clair. *L'orpillage, ce sont les travaux forcés.* » Mais, depuis des années, il alerte aussi sur les ravages qu'entraîne l'exploitation clandestine pour les Amérindiens vivant dans le parc national. Drogue, violences, chasse du gibier, vol des récoltes, pollution des ressources halieutiques par le mercure qui peut entraîner malformations du fœtus et troubles cognitifs plus tard… En 2015, 90 % de la population du haut Maroni présentaient un taux de mercure supérieur à la norme fixée par l'Organisation mondiale de la santé. « *Imaginez-vous une autre région de France dans une telle situation ? La République “une et indivisible” n'a pas cours en Guyane, puisque les peuples autochtones et l'Amazonie, c'est-à-dire notre santé de demain, peuvent continuer à subir les assauts de la prédation, de la pollution, de la cupidité et de la misère* », s'emporte le praticien, qui déplore l'inefficacité des moyens déployés pour « *éradiquer* » l'orpillage illégal et accuse l'État de « *non-assistance à personne en danger* ».

Il n'est pas le seul. À Cayenne, chef-lieu de la Guyane, dans les bureaux de Boukan, un magazine des outre-mers, Pierre-Olivier Jay, rédacteur en chef, explique la colère de nombreux habitants : « *Quand il a fallu convaincre les populations locales réticentes au parc national et à ses interdictions, on leur a dit qu'il protégerait contre l'orpillage illégal. Or, quinze ans plus tard, rien n'est réglé. Beaucoup jugent les moyens militaires engagés ridicules par rapport à ceux déployés au Sahel.* » Quelque 400 soldats et gendarmes surveillent chaque jour la « jungle » d'un croissant aurifère grand comme la Suisse. Ils cherchent à détruire le matériel des *garimpeiros* afin de rendre leur activité non rentable et les décourager. Mais quand le cours du métal jaune dépasse 47 000 euros le kilo, les clandestins sont ténaces. À la caserne de gendarmerie de Cayenne, ornée du blason de la Guyane et sa barque chargée d'or, le lieutenant-colonel Soccal assure que, depuis novembre, « *la stratégie est à la judiciarisation : les interpellations sont plus nombreuses et débouchent sur des peines d'emprisonnement ferme* ».

Dans sa permanence de Cayenne, le député Gabriel Serville (Gauche démocrate et républicaine), à l'origine de la commission d'enquête parlementaire, juge la répression encore trop faible. « *C'est la guerre* », affirme-t-il. Il appelle à défendre un territoire qui « *représente 50 % de la biodiversité française* » et dont on pourrait faire « *un domaine d'excellence comme nous l'avons fait pour le spatial* ». Il veut protéger les immenses ressources en eau, qui « *sera bientôt une valeur refuge autant qu'un bien commun* ». Du coup, l'« *homme de gauche* » prône un traitement de « *l'ennemi* » plus proche des méthodes des polices brésilienne ou surinamaïse : « *Elles font une seule sommation, pas deux.* » Pour le moment, dans le cadre de la réforme du code minier, intégrée au projet de loi Climat, les députés ont voté en avril, en première lecture, le renforcement des sanctions pénales : jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et 100 000 euros d'amende pour les orpailleurs illégaux, dix ans d'emprisonnement et 4,5 millions d'euros d'amende en cas d'atteinte à l'environnement en bande organisée. Responsable du World Wide Fund for Nature (WWF) à Cayenne, Laurent Kelle a donné rendez-vous sur la vaste place des Palmistes. C'est ici que les Hurleurs de Guyane, collectif citoyen contre l'orpillage illégal, ont manifesté quand sont venus les présidents François Hollande, en 2013, puis Emmanuel Macron, en 2017, qui avait commis la bourde de qualifier la Guyane d'« île ». Justement, estime Laurent Kelle, « *le gouvernement gère le problème de manière insulaire. Or rien n'est possible sans coopération*



internationale. Les fleuves Oyapock et Maroni sont moins des frontières que des bassins de vie. En 2016, les militaires brésiliens étaient engagés avec les Français et les chantiers illégaux avaient diminué. Tout a capoté avec l'élection de Jair Bolsonaro à la présidence du Brésil, en 2018 ».

Le Suriname a longtemps été réfractaire à la collaboration avec la France, mais l'arrivée au pouvoir, en 2020, d'un nouveau chef d'État, Chan Santokhi, a permis de sceller le tracé de la frontière au milieu du Maroni et les patrouilles conjointes ont pu reprendre. « *Nos deux pays viennent de signer un accord de coopération judiciaire, le gouvernement ne renouvellera pas les concessions pour les barges et s'est engagé à préserver les rives, se félicite Antoine Joly, l'ambassadeur de France à Paramaribo, capitale du Suriname. Mais le pays connaît une crise économique terrible. Au-delà de la répression, le fond du problème est la mise en place d'une politique partagée de développement. Par exemple, en matière d'écotourisme, d'agriculture*

vivrière ou d'aquaculture. » Reste qu'une bonne partie de l'or illégal de Guyane passe par le Suriname pour se fondre (littéralement) dans le circuit mondial. Après avoir sillonné la région pour un livre très documenté sur ces *Chercheurs d'or* (CNRS Éditions, 2020), François-Michel Le Tourneau prône lui aussi la coopération face aux « *inégalités de développement* » entre la Guyane et ses voisins.

Le géographe l'a expliqué à la commission d'enquête en avril. Lorsque Lénaïck Adam, le président, qui est aussi fils d'un exploitant minier officiel, l'a interrogé sur la « *stratégie optimale pour freiner l'orpillage illégal* », François-Michel Le Tourneau l'a dit sans détour : « *Le jour où, au lieu de thésauriser de l'or dans les coffres des banques, on thésaurisera des arbres en forêt, une large part du problème disparaîtra.* » En attendant, le message peint en rose et en bleu sur un mur qui domine le fleuve à Maripasoula restera vaine incantation : « L'or de Guyane est vert ».